

COMPTE-RENDU DE LA RÉUNION PRÉPARATOIRE SOUS-RÉGIONALE DE LA CNUDD POUR LES CARAÏBES: 20 JUIN 2011

La réunion préparatoire sous-régionale de la Conférence des Nations Unies sur le développement durable (CNUDD) Rio+20 pour les Caraïbes s'est tenue au Centre des congrès du gouvernement à Georgetown, au Guyana, lundi 20 juin 2011. Plus de 50 participants étaient présents, y compris des représentants des gouvernements, des organes de l'ONU, et des organisations non gouvernementales et intergouvernementales.

La réunion a permis à la région des Caraïbes d'élaborer ses contributions en vue de la CNUDD en juin 2012. Les participants ont discuté de la création d'une économie verte dans l'optique du développement durable et de l'éradication de la pauvreté, de la nécessité d'une économie bleue pour aborder les océans et les questions reliées, du cadre institutionnel du développement durable (CIDD), ainsi que des questions émergentes et des partenariats.

Les participants ont reconnu qu'il reste un long chemin à parcourir en vue de la CNUDD, et très peu de temps. Ils ont identifié la valeur et les avantages de s'engager dans le processus et les opportunités qu'il offre, en particulier en ce qui concerne l'économie verte. La réunion a généré de l'intérêt et une dynamique dans la sous-région des Caraïbes, qui entrainera certainement d'autres discussions au cours des semaines et des mois à venir.

BREF HISTORIQUE DES CONFÉRENCES ENVIRONNEMENTALES DE L'ONU

La Conférence des Nations Unies sur le développement durable (CNUDD) marquera le 40^e anniversaire de la première grande conférence politique internationale comportant spécifiquement le mot «environnement» dans son titre. La CNUDD cherche à obtenir des engagements politiques renouvelés en faveur du développement durable, à évaluer les progrès et les lacunes dans la mise en œuvre des engagements déjà convenus et à relever les défis nouveaux et émergents. La Conférence se concentre notamment à discuter et à affiner, au cours du processus préparatoire, les thèmes suivants: une économie verte dans l'optique du développement durable et de l'éradication de la pauvreté; et le CIDD.

CNUEH: La Conférence Nations Unies sur l'environnement humain s'est tenue à Stockholm, en Suède, du 5 au 16 juin 1972, et a produit trois grands ensembles de décisions. Le premier ensemble fut la Déclaration de Stockholm. Le deuxième fut le Plan d'action de Stockholm, composé de 109 recommandations en matière de mesures internationales pour lutter contre la dégradation de l'environnement à l'intention des gouvernements et des organisations internationales. Le troisième ensemble de décisions fut un groupe de cinq résolutions demandant: une interdiction des essais d'armes nucléaires; la création d'une banque de données internationale sur les données environnementales; l'examen des actions liées au développement et à l'environnement; la création d'un fonds pour l'environnement; et l'établissement du Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE), en tant que noyau central de la coopération environnementale mondiale et de l'établissement de traités.

COMMISSION MONDIALE SUR L'ENVIRONNEMENT ET LE DÉVELOPPEMENT: En 1983, l'Assemblée générale des Nations Unies a décidé de créer une commission indépendante pour formuler un programme d'action à long terme. Au cours des trois années suivantes, la Commission — plus connue sous le nom de Commission Brundtland, d'après le nom de sa présidente, Gro Harlem Brundtland — a tenu des

DANS CE NUMÉRO

Bref Historique des Conférences Environnementales de l'ONU	1
Compte Rendu de la Réunion Préparatoire Sous-Régionale des Caraïbes	2
Questions Substantielles	4
Séance de Clôture	5
Réunions à Venir	6
Glossaire	7

audiences publiques et a examiné les questions. Son rapport, *Notre avenir à tous*, publié en 1987, a souligné la nécessité pour tous les pays de stratégies de développement tenant compte des limites de la capacité de l'écosystème à se régénérer et à absorber les déchets. La Commission a souligné le lien entre le développement économique et les questions environnementales, et a identifié l'éradication de la pauvreté comme une condition nécessaire et fondamentale à un développement durable du point de vue environnemental.

CONFÉRENCE DES NATIONS UNIES SUR L'ENVIRONNEMENT ET LE DÉVELOPPEMENT: La CNUED, également connue comme le «Sommet de la terre», s'est tenue du 3 au 14 juin 1992, et a vu la participation de plus de 100 chefs d'État et de gouvernement, des représentants de 178 pays, et de quelque 17000 participants. Les principaux résultats de la CNUED ont été la Déclaration de Rio sur l'environnement et le développement, l'Action 21 (un programme d'action composé de 40 chapitres), et la Déclaration de principes sur les forêts. La Convention cadre des Nations Unies sur les changements climatiques et la Convention sur la diversité biologique ont également été ouvertes à la signature lors du Sommet de la terre.

SEAGNU-19: La 19^e Session extraordinaire de l'Assemblée générale des Nations Unies (AGNU), consacrée à la Revue et à l'évaluation globale de l'Action 21 (23-27 juin 1997, New York), a adopté le Programme de la suite de la mise en application de l'Action 21 (A/RES/S-19/2). Elle a évalué les progrès accomplis depuis la CNUED, et a examiné la mise en œuvre.

SOMMET MONDIAL POUR LE DÉVELOPPEMENT DURABLE: Le Sommet mondial pour le développement durable (SMDD) s'est réuni du 26 août au 4 septembre 2002 à Johannesburg, en Afrique du Sud. L'objectif du SMDD, conformément à la Résolution 55/199 de l'AGNU, était d'organiser au niveau du Sommet une évaluation décennale de la CNUED afin de renouveler l'engagement mondial en faveur du développement durable. Le SMDD a rassemblé plus de 21000 participants provenant de 191 gouvernements, d'organisations intergouvernementales et non gouvernementales, du secteur privé, de la société civile, des universités et de la communauté scientifique. Le SMDD a négocié et adopté deux principaux documents: Le Plan de mise en œuvre de Johannesburg (PMÉ) et la Déclaration de Johannesburg sur le développement durable.

Le PMÉ est conçu comme un cadre d'action visant à mettre en œuvre les engagements initialement convenus lors de la CNUED et comprend des chapitres portant sur: l'éradication de la pauvreté; la consommation et la production; la base des ressources naturelles; la santé; les petits États insulaires en développement; l'Afrique; les autres initiatives régionales; les moyens de mise en œuvre; et le cadre institutionnel. La Déclaration de Johannesburg décrit le chemin parcouru depuis la CNUED jusqu'au SMDD, met en exergue les défis, exprime un engagement en faveur du développement durable, souligne l'importance du multilatéralisme et met l'accent sur la nécessité de mise en œuvre.

64^e SESSION DE L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE DES NATIONS UNIES: Le 24 décembre 2009, l'Assemblée générale des Nations Unies a adopté la Résolution 64/236 convenant d'organiser la CNUDD en 2012 au Brésil. La Résolution 64/236 prévoit également la tenue de trois réunions du Comité

préparatoire (PrepCom) avant la CNUDD. Le 14 mai 2010, le Secrétaire général des Nations Unies, Ban Ki-moon, a annoncé la désignation du Sous-Secrétaire général aux Affaires économiques et sociales des Nations Unies, Sha Zukang, en tant que Secrétaire général de la Conférence. Le Secrétaire général des Nations Unies a ensuite nommé Brice Lalonde (France) et Elizabeth Thompson (Barbade) en tant que Coordonneurs exécutifs.

PREPCOM I DE LA CNUDD: La première session du PrepCom de la CNUDD s'est tenue du 17 au 19 mai 2010 au Siège des Nations Unies à New York. Le PrepCom a abordé les questions de fond et de procédure. En ce qui concerne le fond, les délégués ont évalué les progrès réalisés et les lacunes dans la mise en œuvre des résultats issus des grands sommets relatifs au développement durable. Ils ont également discuté des défis nouveaux et émergents, d'une économie verte dans l'optique du développement durable et de l'éradication de la pauvreté, et du CIDD. En ce qui concerne les aspects de procédure, les participants se sont réunis dans des groupes de contact pour organiser leur travail pendant la période allant jusqu'en 2012, et pour examiner le règlement intérieur de la CNUDD.

PREMIÈRE RÉUNION INTERSESSIONS DE LA CNUDD: La première Réunion intersessions de la CNUDD s'est tenue les 10 et 11 janvier 2011, au Siège des Nations Unies à New York. Au cours de la réunion, les délégués ont entendu: un résumé des conclusions du Rapport de synthèse faisant état des efforts visant à obtenir des engagements politiques renouvelés en faveur du développement durable, à évaluer les progrès accomplis jusqu'à maintenant et les lacunes dans la mise en œuvre des résultats issus des grands sommets relatifs au développement durable et à relever les défis nouveaux et émergents; et des discussions en panels portant sur l'économie verte dans l'optique du développement durable et de l'éradication de la pauvreté, et le cadre institutionnel du développement durable.

CNUDD PREPCOM II: La deuxième session du PrepCom de la CNUDD s'est tenue les 7 et 8 mars 2011, au Siège des Nations Unies à New York. Les délégués ont discuté des progrès réalisés jusqu'ici et des lacunes à combler dans la mise en œuvre des résultats issus des grands sommets relatifs au développement durable, abordé les défis nouveaux et émergents, discuté de la portée d'une économie verte et de l'idée d'une économie bleue, et discuté du CIDD. À la fin de la réunion, une décision a été arrêtée, par voie de consensus, sur le processus de préparation du projet de document de résultat de la CNUDD.

COMPTE RENDU DE LA RÉUNION PRÉPARATOIRE SOUS-RÉGIONALE DES CARAÏBES

Robert Persaud, Ministre de l'agriculture du Guyana, a souhaité la bienvenue à la réunion aux participants, soulignant l'importance de l'interaction sous-régionale au cours de la période menant à la CNUDD. Il a mis l'accent sur les efforts déployés par le Guyana et d'autres États en matière d'intégration systématique du développement durable, mais a souligné le besoin d'un financement plus important, d'expertise technique et d'objectifs, ainsi que de niveaux de références et de coopération régionale. Persaud a souligné les occasions que la CNUDD peut créer pour relever ces défis.

Le Secrétaire général de la CNUDD, Sha Zukang, a souhaité la bienvenue aux participants par le biais d'une vidéo soulignant l'importance des consultations sous-régionales et régionales pour rendre efficace le processus global de la CNUDD. Il a reconnu les défis auxquels font face les petits États insulaires en développement (PEID), notant que les récentes crises en matière d'énergie, de changements climatiques et de finances ont augmenté leur vulnérabilité. Il a souligné que les questions relatives aux PEID seront prises en considération dans le processus de la CNUDD, notant que l'économie verte, l'économie bleue et les questions relatives au CIDD sont pertinentes pour les États insulaires.

Myrna Bernard, Communauté des Caraïbes (CARICOM), a présenté un message de la Secrétaire générale de CARICOM, Lolita Applewhaite, mettant l'accent sur les biens en matière d'environnement, d'économie et d'énergie renouvelable de la sous-région des Caraïbes. Soulignant les opportunités qu'offre la réunion, elle a décrit les importants défis qui se posent pour la sous-région, y compris les contraintes en termes de capacité et de ressource financière, l'intégration limitée des politiques et le suivi insuffisant des progrès.

ORGANISATION DE LA RÉUNION: John Cesar, Commission de la foresterie du Guyana, a été nommé Président de la réunion. Les participants ont approuvé l'ordre du jour et ont nommé Gordon Bispham (Barbade) et Annie Pitamber (Guyana) rapporteurs.

PROCESSUS PRÉPARATOIRE DE LA CNUDD: Hiroko Morita-Lou, Département des affaires économiques et sociales (DAES) de l'ONU, a présenté une vue d'ensemble du processus menant à la CNUDD et en a précisé les objectifs principaux: obtenir des engagements politiques renouvelés en faveur du développement durable, évaluer les progrès réalisés jusqu'ici et les lacunes à combler dans la mise en œuvre des résultats des grands sommets sur le développement durable, et relever les défis nouveaux et émergents. Elle a déclaré que la transition vers une économie verte aiderait à vaincre les vulnérabilités, tout en explorant les nouvelles opportunités. Morita-Lou a déclaré que l'économie bleue est entendue comme faisant partie de l'économie verte, mais qu'elle revêt une importance particulière pour les PEID. Elle a également souligné le besoin d'un plan stratégique pour aborder les lacunes, améliorer le renforcement des capacités, partager les connaissances et les expériences, et intégrer et équilibrer les trois piliers du développement durable à travers un renforcement du cadre institutionnel national au sein des PEID. L'engagement des agences de l'ONU, des institutions financières et des grands groupes est particulièrement important à cet égard.

Au cours de la discussion suivante, les participants ont exploré la valeur et les avantages de s'engager dans le processus de la CNUDD. La Grenade, au nom de l'Alliance des petits États insulaires (AOSIS), soutenue par Saint-Vincent-et-les-Grenadines, a suggéré que la réunion se penche sur la question des changements climatiques et leurs liens avec l'économie verte, abordant: le réchauffement des océans, la mort des coraux et des poissons, l'élévation du niveau de la mer, le financement, l'agriculture et la santé dans le contexte des PEID. La Barbade a mis l'accent sur l'importance de définir des priorités nationales et de renforcer les institutions pour aider les États membres à être prêts pour la CNUDD.

L'Organisation panaméricaine de la santé a souligné le rapport entre le climat et la santé. Le PNUE a exposé son travail sur les questions de l'économie verte et du CIDD. La Jamaïque a soulevé des questions sur la façon dont les priorités identifiées dans divers fora seront reliées et a mis l'accent sur la nécessité d'aborder les questions émergentes et résurgentes. La CARICOM a soulevé des inquiétudes concernant le processus pour inclure les consultations régionales dans le processus global, a demandé des éclaircissements sur les mécanismes de mise en œuvre, et souligné la nécessité d'engager des experts caribéens et d'aborder la pauvreté et les questions sociales. L'AOSIS a également énoncé la nécessité d'aborder les questions de procédure. Cuba a exprimé des inquiétudes concernant le peu d'heures disponibles pour discuter des points à l'ordre du jour. L'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO) a exprimé sa volonté de fournir un appui sur les questions de l'économie bleue. L'Agence des Caraïbes pour l'intervention d'urgence en cas de catastrophe (CDEMA) a souligné la nécessité de considérer les questions d'adaptation aux changements climatiques et de gestion des désastres. La Barbade a noté l'importance des consultations nationales, les brèves échéances, et la nécessité d'identifier les résultats qui peuvent être réalisés lors de la CNUDD et ceux qui auront un impact sur les PEID. Saint-Vincent-et-les-Grenadines a souligné la nécessité d'informer correctement les consultations nationales, et de s'assurer que leurs résultats sont efficacement introduits dans les consultations régionales.

INTRODUCTION AUX QUESTIONS DE DÉBATS ET EXPOSÉS INTRODUCTIFS: Un document centré sur les PEID intitulé «Économie verte dans les PEID», un cadre proposé pour un document sur le CIDD, et un document sur les mécanismes de coordination existants dans les Caraïbes ont été présentés.

«**Économie verte dans les PEID**»: Hiroko Morita-Lou a présenté un projet de document de travail intitulé: «Économie verte dans les PEID: une analyse des défis et des opportunités». La Barbade, les Bahamas et l'AOSIS ont demandé des éclaircissements sur l'objectif, l'utilisation et le calendrier du document de travail, Cuba questionnant le point de savoir si l'économie verte devait être vue comme un paradigme ou comme un outil au service du développement durable. La CARICOM a proposé que le document de travail soit orienté vers l'obtention de résultats et qu'il inclue les questions liées à l'accès aux sources financières et à la prestation de soutien aux PEID, en particulier pour aborder les questions relatives au développement durable. Soulignant que l'économie verte est un outil et pas un paradigme, elle a déclaré que la CNUDD devrait se concentrer sur la mise en œuvre et non sur le processus.

La Barbade, la CDEMA, et Saint-Vincent-et-les-Grenadines ont exprimé des inquiétudes concernant la façon dont les secteurs énumérés dans le document de travail ont été choisis. Le Centre de la communauté des Caraïbes sur les changements climatiques (CCCCC) a déclaré que son organisation avait développé une stratégie de cadre régionale pour la résilience face aux changements climatiques, abordant le prix de l'énergie et les produits de substitution des combustibles fossiles. Le représentant a ajouté que la stratégie énergétique sera achevée en juillet 2011 et qu'elle pourrait être incorporée dans la préparation générale en vue de la CNUDD. Morita-Lou a expliqué que le

document de travail est rédigé par beaucoup d'auteurs provenant de beaucoup de régions, y compris des Caraïbes, et que tous les commentaires seront employés pour le renforcer.

Cadre proposé pour un document sur le CIDD: Morita-Lou a présenté les grandes lignes d'un document révisant le CIDD, notant qu'un projet de document devrait être disponible en juillet 2011. Elle a noté que les discussions de cette réunion contribueront à enrichir le document.

Mécanismes de coordination existants dans les Caraïbes: Garfield Barnwell, CARICOM, a décrit les efforts nécessaires pour mettre en service un mécanisme de coordination régionale (MCR) dans les Caraïbes, soulignant les grands objectifs d'un tel mécanisme et la nécessité du caractère inclusif de sa portée. Il a alors décrit le travail de la Commission économique des Nations Unies pour l'Amérique latine et les Caraïbes (CEALC) dans ce secteur et les difficultés expérimentées dues à l'insuffisance des ressources financières. Au cours de la discussion suivante, le délégué de la Barbade a souligné la valeur d'un MCR pour les Caraïbes, le besoin critique de fournir les ressources pour le mettre en fonction, et les avantages de donner à la CARICOM un rôle dans l'opération du mécanisme. Le président Cesar a suggéré des moyens innovateurs pour financer le MCR, y compris un impôt sur les vols vers les Caraïbes.

QUESTIONS SUBSTANTIELLES

Au cours de l'après-midi, les délégués se sont regroupés au sein de deux sessions parallèles en table ronde pour discuter des questions substantielles de la réunion, se concentrant sur l'économie verte dans l'optique du développement durable et de l'éradication de la pauvreté, et sur le CIDD. La table ronde 1 a été présidée par Gordon Bispham (Barbade). La table ronde 2 a été présidée par Edmund Jackson (Saint-Kitts-et-Nevis). Les discussions des deux tables rondes sont récapitulées ci-dessous.

ÉCONOMIE VERTE DANS L'OPTIQUE DU DÉVELOPPEMENT DURABLE ET DE L'ÉRADICATION DE LA PAUVRETÉ: Concernant la question de la conversion vers une économie verte, les participants aux tables rondes ont été invités à discuter: des opportunités, risques et défis rencontrés par les PEID en transition vers une économie verte; des mesures et capacités institutionnelles qui sont exigées des PEID au niveau national pour surmonter les barrières existantes; et des modèles de réussite qui peuvent être employés par les PEID ainsi que les mesures d'incitation que les États peuvent instaurer pour l'industrie, les affaires et les communautés. Pour ce qui est de la question d'une économie bleue et de son lien avec l'économie verte, les participants ont été invités à discuter: des aspects de l'économie bleue sur lesquels les PEID des Caraïbes souhaitent mettre l'accent dans le cadre de la CNUDD; et des mesures qui devraient être entreprises pour s'assurer que les pratiques qui soutiennent la gestion durable des ressources côtières et marines soient adoptées et soutenues.

Cuba, la Jamaïque et d'autres participants ont suggéré de définir le terme «économie verte», tandis que certains autres participants ont exprimé des inquiétudes concernant l'existence d'un agenda caché derrière «l'économie verte» et la nécessité d'explorer ses implications commerciales. L'UNESCO a déclaré que l'économie verte pourrait être vue comme un outil ou un élément du développement durable. Le CCCCC a souligné que les Caraïbes devraient se tourner vers une économie verte, mais pas avant de considérer les questions

reliées aux changements climatiques, à l'accès à la technologie, aux ressources pour le renforcement des capacités et les changements institutionnels, et à l'élimination des barrières existantes au développement durable. Concernant le paiement pour les services environnementaux, quelques participants ont souligné l'importance d'identifier comment convertir les biens écologiques en valeur monétaire sans dégrader ces biens écologiques. Cuba et d'autres ont suggéré que l'économie verte devrait inclure tant les pays en développement que les pays développés, de même que les questions liées à l'économie bleue pour éviter la confusion.

Les Bahamas ont indiqué que leurs efforts visant à créer une économie verte sont à l'étape conceptuelle. Le Surinam a noté que le travail dans son pays, qui a commencé il y a plusieurs années, a été retardé; mais que des initiatives du secteur privé sont en cours. La Grenade a observé que les discussions sur la création d'une économie verte n'ont pas encore débuté dans son pays et qu'un dialogue national sur la question est envisagé. La Barbade a discuté des mesures intensives qu'elle a entreprises dans le passé qui font partie de l'économie verte et a décrit les défis rencontrés dans l'instauration de mesures politiques. Le Guyana a décrit les initiatives en matière d'économie verte dans son pays, y compris sa stratégie de développement à faible intensité de carbone.

La Grenade a souligné que l'économie verte doit résulter en une méthodologie visant à atteindre et compléter le développement durable et a ajouté que l'accent doit être placé sur la création d'emplois. Elle a noté que l'économie verte de chaque pays sera unique. La République dominicaine a souligné le besoin qu'a l'économie verte de permettre la durabilité environnementale, l'équité sociale, la sécurité alimentaire et l'adaptation aux changements climatiques. Les Bahamas ont suggéré que le fait d'introduire les cadres existants dans le contexte de l'économie verte permettrait une intégration des efforts. La Barbade a noté que le dialogue de l'économie verte rend possible la réunion et la réflexion conjointe d'économistes et d'experts environnementaux. Le Réseau des Caraïbes pour le développement rural intégré (RCDRI) a souligné le besoin de stratégies à long terme et d'une approche centrée sur la population, et la Grenade a relevé les risques incluant l'insuffisance de l'acceptation et de la disponibilité de technologie, de financement et d'intégration avec les activités en cours.

Concernant l'économie bleue, plusieurs participants ont souligné l'importante connexion des PEID avec les questions liées aux océans, soulignant que les vues des PEID sur ces questions ont été exposées en 2010 à l'Assemblée générale de l'ONU et la Commission de l'ONU sur le développement durable. D'autres participants ont noté l'importance d'aborder les liens entre les changements climatiques et les questions relatives aux océans. L'AOSIS a suggéré que les PEID puissent instaurer une économie verte tout en poursuivant une économie bleue. Plusieurs autres participants ont identifié les liens entre la pêche et les questions de pollution, notant que les poissons contaminés au mercure et au plomb ne répondent pas, dans de nombreux cas, aux normes internationales de commerce. La République dominicaine a mis l'accent sur l'importance d'aborder les questions relatives à l'accès aux ressources de la haute mer. Le Surinam a noté que les projets en matière

d'économie bleue peuvent profiter aux populations locales. La Barbade a souligné l'importance des stratégies de zones côtières, des partenariats pour assurer la sécurité nationale, et des liens entre le commerce et les questions relatives aux océans. Les Bahamas ont mis l'accent sur la résolution de 2010 de l'Assemblée générale de l'ONU concernant les récifs coralliens. Plusieurs participants ont noté les liens entre les ressources marines, les changements climatiques et les événements extrêmes. La Barbade a proposé que les PEID s'approprient les questions relatives aux océans au sein du processus de la CNUDD.

CIDD: Concernant le CIDD, les participants ont abordé les MCR, les arrangements institutionnels nationaux et les besoins en matière de renforcement des capacités. Ils ont discuté: du point de savoir comment les cadres institutionnels qui soutiennent et favorisent le développement durable au niveau régional peuvent être renforcés pour aider les PEID des Caraïbes; des actions requises pour bâtir des ponts plus solides entre les trois piliers du développement durable et leurs institutions respectives au niveau national; et des changements et ajustements nécessaires pour renforcer l'architecture institutionnelle globale du développement durable, du point de vue des PEID des Caraïbes.

La Grenade a souligné la déconnexion qui existe entre la région et la fixation de l'agenda mondial, et le besoin d'une meilleure coordination entre les institutions régionales et globales. Les Bahamas ont mis l'accent sur la valeur que représente un MCR pour les Caraïbes et les possibles répercussions sur les PEID des changements apportés à l'actuel système international de gouvernance environnementale. Concernant le MCR, la Barbade a souligné la nécessité d'un arrangement pratique associé à des ressources appropriées. Mettant en garde contre le fait de donner à la CARICOM le rôle d'institution hôte du MCR, Cuba et la République dominicaine ont souligné qu'un tel mécanisme doit inclure tous les États des Caraïbes, y compris les États non membres de CARICOM. La République dominicaine a en outre suggéré de renforcer la culture et les valeurs de même que les structures, et la nécessité des cadres institutionnels existants de travailler de concert. L'AOSIS a soulevé la question de savoir si une structure internationale plus intégrée et plus cohérente est nécessaire pour traiter des questions insulaires.

Plusieurs participants ont souligné la valeur de SIDSnet et du PEID/PAT (Programme d'assistance technique) dans les efforts de sensibilisation et pour renforcer l'assistance technique. La Jamaïque a suggéré des réformes sur la façon dont les ministères communiquent au niveau national concernant le développement durable et les problèmes environnementaux. Attirant l'attention sur le fait que les structures internationales de financement génèrent une mise en œuvre fragmentée des Accords multilatéraux sur l'environnement (AME), le CCCCC a noté que la gestion nationale des AME est en partie responsable des déficiences de mise en œuvre. Certains participants ont proposé l'utilisation d'un mécanisme de financement unique pour le développement durable. Le Secrétariat du Commonwealth a indiqué qu'il serait possible de développer une plate-forme financière pour les programmes nationaux au lieu de projets fragmentés et a souligné la nécessité pour les pays d'établir des programmes nationaux.

QUESTIONS ÉMERGENTES: En ce qui concerne les questions émergentes, les participants ont brièvement été invités: à identifier les questions nouvelles et émergentes relatives aux PEID aux niveaux international, régional et national, et déterminer si elles affectent l'avancement de l'agenda du développement durable; à discuter de la façon dont le lien entre la science, l'éducation et la politique peut être renforcé pour relever les défis nouveaux et émergents; et à identifier les mesures additionnelles qui sont nécessaires pour permettre aux pays de renforcer la résilience aux chocs émanant des défis nouveaux et émergents.

Bon nombre de participants ont identifié de nouveaux éléments dans des questions déjà existantes, tels que: la sécurité alimentaire et énergétique, les pénuries d'eau, la vulnérabilité croissance et l'utilisation de l'Index de développement humain (IDH) au lieu des critères relatifs au Produit intérieur brut (PIB) par habitant. La Barbade a relevé les impacts de l'émergence de l'économie de l'Arctique sur les PEID en ce qu'elle engendre un accès élargi aux ressources et le développement de nouvelles routes maritimes.

PARTENARIATS: En ce qui concerne les partenariats, les participants ont été très brièvement invités à discuter: des raisons qui expliquent la réussite des partenariats dans les PEID et des moyens de favoriser et de renforcer de tels partenariats; de la façon dont les nouvelles incitations ou modalités de partenariats devraient être encouragées pour améliorer l'efficacité des livraisons; et de ce que les participants espèrent de la CNUDD en matière de partenariats.

Au cours des discussions, bon nombre de participants ont souligné que les partenariats sont appropriés et devraient être revisités. D'autres ont mis l'accent sur le besoin d'études de cas de partenariats réussis. La Grenade a décrit quatre partenariats des Caraïbes qui favorisent l'économie bleue.

SÉANCE DE CLÔTURE

Au cours de la séance de clôture, les participants ont discuté des résultats des tables rondes de l'après-midi et des prochaines étapes.

Les présidents des tables rondes ont présenté des résumés des discussions. Au cours de la discussion, Cuba a réclamé une mise en œuvre significative du développement durable, répondant aux Principes de Rio, et a demandé des efforts pour lutter contre la pauvreté et les changements climatiques. Le RCDRI a suggéré que les participants utilisent le format des mécanismes de groupes de travail régionaux pour analyser les documents et pour guider les préparations nationales en vue de la CNUDD. CARICOM et d'autres ont exprimé des préoccupations concernant le fait d'employer le PIB par habitant comme indicateur, même s'il est utilisé seulement en tant qu'élément de l'IDH. Le président Cesar a relevé l'importance de considérer les questions de vulnérabilité face au climat et du capital humain. L'AOSIS a souligné la valeur de la transformation vers l'économie verte et le fait que les pays doivent se familiariser avec la notion de suivre une nouvelle direction.

Le DAES a invité les pays des Caraïbes à l'informer de leurs préparatifs nationaux en vue de la CNUDD et des questions de capacité de façon à ce que le DAES puisse les soutenir. Le Secrétariat du Commonwealth a indiqué que son institution a effectué des travaux sur la question de la vulnérabilité des PEID, a expliqué que les caractéristiques inhérentes à un pays, telles

que l'éloignement et la taille, ne peuvent pas être changées, et a suggéré que les pays travaillent à renforcer leur résilience. Le PNUÉ a souligné l'importance des liens entre l'économie verte, les changements climatiques et la réduction de la pauvreté. L'UNESCO a dit qu'il reste des questions importantes que les participants doivent passer en revue de retour au pays, y compris les questions relatives aux océans et aux côtes, l'engagement politique et la sécurité alimentaire. La Barbade a souligné l'importance de recueillir des outils pour réaliser la durabilité et augmenter la résilience, et a demandé la poursuite de ce dialogue.

L'AOSIS a déclaré que le processus demeure très ouvert et inachevé, et que les travaux doivent être poursuivis, soulignant le besoin de soutien des préparations nationales et le besoin d'une volonté accrue pour s'assurer que le travail est effectué. Elle a souligné que la CNUDD présente une occasion importante qui ne devrait pas être gaspillée. Elle a également souligné que ses résultats doivent traiter de l'éradication de la pauvreté et revenir vers un développement centré sur la population, assorti d'emplois verts. La CARICOM a noté que cette réunion a permis une réflexion sur le point où en sont les PEID des Caraïbes. Soulignant que la prochaine étape est de s'engager dans des discussions plus stratégiques et d'être plus coordonnés, elle a souligné que l'objectif ultime doit être celui d'améliorer la qualité de vie des citoyens des Caraïbes. Le DAES et la CEALC ont décrit les occasions pour poursuivre les consultations sur ces questions. La Barbade a invité les États des Caraïbes à s'engager davantage dans le processus.

Le président Cesar a remercié les organisateurs et les participants, et a levé la séance à 20h19.

RÉUNIONS À VENIR

Atelier régional pour l'Amérique centrale: «Una Propuesta Progresista y Sostenible en el marco del proceso preparatorio hacia Río+20»: Cet atelier sera l'occasion pour les États d'Amérique centrale de fournir leurs contributions et perspectives en vue des réunions régionales préparatoires de la CNUDD. **dates:** 28-29 juin 2011 **lieu:** Guatemala City, Guatemala **contact:** Secrétariat de la CNUDD **courriel:** uncsd2012@un.org **www:** <http://www.uncsd2012.org/rio20/index.php?menu=26>

Réunion préparatoire sous-régionale de la CNUDD sur les objectifs des PEID: Organisée par l'Unité des PEID du DAES, l'AOSIS et les membres du Groupe consultatif interagences sur les PEID, cette réunion sera l'occasion pour les PEID de l'Atlantique, de l'Océan Indien et de la méditerranée, de fournir leurs contributions et perspectives afin qu'elles soient considérées lors des réunions régionales préparatoires en vue de la CNUDD. **dates:** 7-8 juillet 2011 **lieu:** Victoria, Seychelles **contact:** Hiro Morita-Lou, Unité des PEID, DAES **téléphone:** +1-212-963-8813 **télécopieur:** +1-212-963-4260 **courriel:** morita-lou@un.org **www:** <http://www.uncsd2012.org/rio20/index.php?menu=26>

Dialogue de haut niveau sur le Cadre institutionnel du développement durable (CIDD): Cette réunion, organisée par le DAES, fournira des contributions et des perspectives sur le CIDD qui seront considérées en vue de la CNUDD. **dates:** 19-21

juillet 2011 **lieu:** Solo, Indonésie **contact:** Hiro Morita-Lou, DAES **téléphone:** +1-212-963-8813 **télécopieur:** +1-212-963-4260 **courriel:** morita-lou@un.org **www:** <http://www.uncsd2012.org>

Réunion préparatoire sous-régionale de la CNUDD pour les PEID du Pacifique: Organisée par l'Unité des PEID du DAES, l'AOSIS et les membres du Groupe consultatif interagences sur les PEID, cette réunion sera l'occasion, pour les PEID du Pacifique, de fournir leurs contributions et perspectives afin qu'elles soient considérées lors des réunions régionales préparatoires de la CNUDD. **dates:** 21-22 juillet 2011 **lieu:** Apia, Samoa **contact:** Hiro Morita-Lou, DAES **téléphone:** +1-212-963-8813 **télécopieur:** +1-212-963-4260 **courriel:** morita-lou@un.org **www:** <http://www.uncsd2012.org/rio20/index.php?menu=26>

Réunion préparatoire régionale de la CNUDD pour l'Amérique latine et les Caraïbes: Cette réunion, accueillie par la Commission économique des Nations Unies pour l'Amérique latine et les Caraïbes (CEALC), se tiendra en vue de la préparation de la CNUDD. **dates:** 7-9 septembre 2011 **lieu:** Santiago, Chili **contact:** CEALC **téléphone:** +56-2-471-2000 **télécopieur:** +56-2-208-0252 **courriel:** rio20@cepal.org **www:** <http://www.uncsd2012.org/rio20/index.php?menu=26> ou <http://www.eclac.cl/rio20>

GVEM 4: La quatrième réunion du Groupe de haut niveau sur la viabilité de l'environnement mondial du Secrétaire général (GVEM 4) aura lieu à New York, en marge de la 66^e Session de l'Assemblée générale de l'ONU. **dates:** 18-19 septembre 2011 **lieu:** Siège de l'ONU, New York **contact:** Secrétariat du GVEM **téléphone:** +1-917-367-4207 **courriel:** gsp-secretariat@un.org **www:** <http://www.un.org/wcm/content/site/climatechange/pages/gsp>

Réunion préparatoire interrégionale de la CNUDD pour les PEID: Cette réunion se tiendra à New York en vue de la CNUDD. **date:** 23 septembre 2011 **lieu:** Siège de l'ONU à New York **contact:** Hiro Morita-Lou, DAES **téléphone:** +1-212-963-8813 **télécopieur:** +1-212-963-4260 **courriel:** morita-lou@un.org **www:** <http://www.uncsd2012.org/rio20/index.php?menu=26>

Conférence sur l'économie verte et le développement durable: Ramener la dimension sociale: L'institut de recherche des Nations Unies pour le développement social (UNRISD) accueillera une conférence sur l'économie verte et le développement durable, se concentrant sur la dimension sociale. La conférence examinera les impacts sociaux et les conséquences distributionnelles des politiques et des processus liés à l'économie verte; le potentiel et les limites des changements structureaux et institutionnels; et la mobilisation sociale et des agences pour les changements institutionnels et politiques. Les rapports politiques présentés à la conférence viseront à informer le processus préparatoire de la CNUDD et les discussions sur les politiques subséquentes. **dates:** 10-11 octobre 2011 **lieu:** Genève, Suisse **contact:** Kiah Smith, UNRISD **courriel:** smith@unrisd.org **www:** <http://www.unrisd.org/>

Réunion régionale préparatoire de la CNUDD pour l'Afrique: La Commission économique des Nations Unies pour l'Afrique et ses partenaires convoquera une réunion préparatoire

pour la région africaine en vue de la CNUDD. **dates:** 10-14 octobre 2011 **lieu:** Addis-Ababa, Éthiopie **contact:** Secrétariat de la CNUDD **courriel:** uncsd2012@un.org **www:** <http://www.uncsd2012.org/rio20/index.php?menu=26>

Réunion préparatoire régionale de la CNUDD pour la région arabe: La Commission économique et sociale des Nations Unies pour l'Asie occidentale et ses partenaires convoquera une réunion pour la région arabe en vue de la CNUDD. **dates:** 16-17 octobre 2011 **lieu:** Le Caire, Égypte **contact:** Secrétariat de la CNUDD **courriel:** uncsd2012@un.org **www:** <http://www.uncsd2012.org/rio20/index.php?menu=26>

Réunion préparatoire régionale de la CNUDD pour l'Asie Pacifique: La Commission économique et sociale des Nations Unies pour l'Asie et le Pacifique et ses partenaires convoquera une réunion régionale en vue de la CNUDD. **dates:** 19-20 octobre 2011 **lieu:** Séoul, République de Corée **contact:** Secrétariat de la CNUDD **courriel:** uncsd2012@un.org **www:** <http://www.uncsd2012.org/rio20/index.php?menu=26>

Table ronde mondiale 2011 de l'IF du PNUE: Organisée par l'Initiative financière du Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE IF), cette réunion sera convoquée sous le thème «Le point tournant: Stabilité durable dans la prochaine économie». Les objectifs de la Table ronde de 2011 sont de fournir une plate-forme pour que le secteur financier mondial définisse ce qu'il compte réaliser à la CNUDD. Il inclura deux sessions plénières: Systèmes, stabilité et durabilité/ lentilles et horloges; et Qu'est-ce que le Sommet de la terre doit produire à Rio+20. **dates:** 19-20 octobre 2011 **lieu:** Washington, D.C **contact:** Cecilia Serin **télécopieur:** +41-22-796-9240 **courriel:** roundtable@unepfi.org **www:** <http://www.unepfi.org/washington>

Conférence de Bonn 2011: «Les liens entre l'eau, l'énergie et la sécurité alimentaire – les ressources en eau dans l'économie verte»: Organisée par le gouvernement allemand, la Conférence de Bonn poursuit deux objectifs: d'une part, développer des solutions intersectorielles pour réaliser les objectifs liés à l'eau, l'énergie et la sécurité alimentaire, et d'autre part, positionner l'interface eau, énergie et sécurité alimentaire dans le discours du processus de «Rio +20» et de «l'économie verte». **dates:** 16-18 novembre 2011 **lieu:** Bonn, Allemagne **contact:** Mme Imke Thiem, Cheffe du Secrétariat **téléphone:** +49-6196 79-1547 **courriel:** bonn.conference2011@giz.de **www:** <http://www.water-energy-food.org/en/home.html>

Réunion d'experts de haut niveau sur l'utilisation durable des océans: Cette réunion se tiendra à Monaco, en novembre. **dates:** 28-30 novembre 2011 **lieu:** Monaco **contact:** Secrétariat de la CNUDD **courriel:** uncsd2012@un.org **www:** <http://www.uncsd2012.org/rio20/index.php?menu=50>

Réunion régionale préparatoire de la CNUDD pour la région de la CEE: La Commission économique pour l'Europe des Nations Unies (CEENU) convoquera une réunion régionale en vue de la CNUDD. **dates:** 1-2 décembre 2011 **lieu:** Genève, Suisse **contact:** Secrétariat de la CNUDD **courriel:** uncsd2012@un.org **www:** <http://www.uncsd2012.org/rio20/index.php?menu=26>

Deuxième Réunion intersessions de la CNUDD: La deuxième réunion intersessions de la CNUDD sera convoquée vers la fin de 2011 en vue des préparatifs pour la CNUDD en

juin 2012. **dates:** 15-16 décembre 2011 **lieu:** Siège de l'ONU à New York **contact:** Secrétariat de la CNUDD **courriel:** uncsd2012@un.org **www:** <http://www.uncsd2012.org/rio20/index.php?menu=25>

Troisième Réunion intersessions de la CNUDD: La réunion intersessions finale de la CNUDD sera convoquée en mars 2012. **dates:** 26-27 mars 2012 **lieu:** Siège de l'ONU à New York **contact:** Secrétariat de la CNUDD **email:** uncsd2012@un.org **www:** <http://www.uncsd2012.org/>

Troisième PrepCom de la CNUDD: La troisième réunion du Comité préparatoire pour la CNUDD aura lieu au Brésil juste avant la Conférence. **dates:** 28-30 mai 2012 **lieu:** Rio de Janeiro, Brésil **contact:** Secrétariat de la CNUDD **courriel:** uncsd2012@un.org **www:** <http://www.uncsd2012.org/>

Conférence des Nations Unies sur le développement durable (CNUDD): La CNUDD marquera le 20^e anniversaire de la Conférence de Nations Unies sur l'environnement et le développement, qui s'est tenue à Rio de Janeiro, Brésil. **dates:** 4-6 juin 2012 **lieu:** Rio de Janeiro, Brésil **contact:** Secrétariat de la CNUDD **email:** uncsd2012@un.org **www:** <http://www.uncsd2012.org/>

GLOSSAIRE

AGNU	Assemblée générale des Nations Unies
AOSIS	Alliance de petits États insulaires
CARICOM	Communauté des Caraïbes
CCCCC	Centre de la communauté des Caraïbes sur les changements climatiques
CDEMA	Agence des Caraïbes pour l'intervention d'urgence en cas de catastrophe
CEALC	Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes
CIDD	Cadre institutionnel du développement durable
CNUDD	Conférence des Nations Unies sur le développement durable (Rio+20)
CNUED	Conférence des Nations Unies sur l'environnement et le développement
DAES	Département des affaires économiques et sociales des Nations Unies
IDH	Indice de développement humain
MCR	Mécanisme de coordination régionale
PEID	Petits États insulaires en développement
PNUE	Programme des Nations Unies pour l'environnement
PrepCom	Comité préparatoire
RCDRI	Réseau des Caraïbes pour le développement rural intégré
Rio+20	Conférence des Nations Unies sur le développement durable (CNUDD)
UNESCO	Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture